

# Récits canadiens :



## Prendre nos affaires en main

**D**ans une ville où les immigrants sont généralement beaucoup moins nombreux à faire du bénévolat que les personnes nées au Canada, Bashir Hussain va à contre-courant.

Ce comptable semi-retraité, originaire du Pakistan, offre gratuitement ses services huit heures par jour, sept jours par semaine, aux bureaux de l'Alliance des communautés de l'Asie du Sud (ACAS) à Montréal.

Il est manifestement fier de l'organisation, qu'il a fondée en 1998. Il s'était dit que les 120 000 Asiatiques du Sud établis au Québec auraient avantage à collaborer. Il a donc convaincu les dirigeants des communautés indienne, bangladaise et sri-lankaise de participer à la mise sur pied de l'ACAS.

Il occupe maintenant le poste de directeur général de l'organisation, qui compte un employé rémunéré travaillant à temps plein et de nombreux bénévoles de l'Asie du Sud.

« De nombreuses personnes viennent donner un coup de main », dit-il. « Je suis le seul à donner autant de mon temps à titre bénévole, mais un grand nombre de gens nous consacrent une heure par semaine ou dix heures par semaine. »

Les bénévoles aident souvent d'autres Asiatiques du Sud pour des questions liées à la compréhension du français (la plupart de ces derniers ayant fait des études en anglais), à l'informatique, au logement, à l'aide aux personnes âgées, au travail de sensibilisation auprès de divers ordres de gouvernement et aux

besoins essentiels. « Nous offrons de nombreuses formes d'aide », déclare Bashir.

Il a lui-même passé beaucoup de temps à aider les immigrants retraités vivant dans la pauvreté. « J'interviens auprès de leur propriétaire bailleur pour négocier des réductions de loyer, j'écris à leur conseiller municipal pour lui dire qu'ils répondent aux conditions établies pour accéder à un logement subventionné, je les aide à remplir les formulaires et je les fais participer à certains des programmes offerts par la ville. »

L'ACAS offre aussi des services de sensibilisation à la culture, particulièrement aux écoles.

« Des écoles nous demandent si nous pourrions trouver une vieille dame qui accepterait de venir à l'école pour parler du festin du Ramadan, par exemple, pour parler aux enfants des préparatifs. » Bashir dit collaborer très étroitement avec plusieurs écoles de la région, et les administrateurs scolaires sont très satisfaits des arrangements pris.

Il ne s'attend toutefois pas à ce que les attitudes à l'endroit des Asiatiques du Sud s'améliorent dans un proche avenir. « En 1998, le gouvernement du Québec a réalisé un sondage qui révélait que les Asiatiques du Sud étaient les immigrants les moins bien acceptés », déplore-t-il.

Bashir estime que dans une large mesure, la discrimination est la cause des difficultés qu'éprouvent les Sud-Asiatiques à intégrer le marché du travail canadien.

« Prenez un comptable du Pakistan. Deux et deux font toujours quatre, les bilans se font de la même façon. Mais les employeurs disent rechercher des gens ayant de l'expérience « canadienne ».

Il s'inquiète particulièrement de la vague d'Asiatiques du Sud qui se sont établis au Canada dans la foulée du 11 septembre, les visas d'emploi les autorisant à travailler aux États-Unis n'ayant pas été renouvelés. Il déclare que la plupart d'entre eux ne peuvent pas se trouver un emploi, même s'il s'agit de travailleurs qualifiés et de personnes expérimentés exerçant une profession libérale.

Son organisation tente de changer les politiques et les opinions concernant les immigrants et l'emploi. « Nous assistons à toutes les conférences, nous soulevons chaque problème », dit-il.

Il se sent frustré du fait que la part des budgets fédéraux réservée au multiculturalisme a été maintes fois réduite. « Les organisations se trouvent désavantagées – très peu d'entre elles possèdent encore de véritables bureaux, de sorte qu'il est plus difficile pour les bénévoles de s'engager ».

Bashir a réussi à maintenir à flot les bureaux de l'ACAS grâce à sa grande détermination et à son aptitude exceptionnelle à trouver des appuis financiers. Il éprouve de l'amertume face au caractère laborieux du processus de demande – « On vous fait tourner en rond pendant deux ans et demi », dit-il – mais il a quand même toujours réussi à dénicher des sources de financement.

À l'heure actuelle, il est en train de mettre sur pied un programme soutenu par le Fonds de mobilisation des collectivités. Ce programme aidera les enfants d'immigrants à terminer leurs études secondaires, à tourner le dos aux drogues et aux activités illégales et à jouer un rôle mobilisateur au sein de leur collectivité.

Selon les résultats d'un sondage mené en milieu scolaire par l'ACAS, les jeunes Sud-Asiatiques abandonnent généralement leurs études pour les mêmes raisons que les étudiants canadiens – drogues, pauvreté, relations difficiles avec les enseignants et d'autres étudiants. Bashir est toutefois d'avis que le dialogue entre les parents nés à l'étranger et leurs enfants nés au Canada peut aussi avoir une incidence.

Dans le passé, l'ACAS a eu de la difficulté à recruter des bénévoles parmi les adolescents, surtout durant l'année scolaire. « Ils ont beaucoup de devoirs et veulent aussi garder un peu de temps pour eux-mêmes », explique-t-il. Lorsque ses propres enfants fréquentaient l'école secondaire, il leur disait : « Venez, allons faire quelque chose pendant une demi-heure, et Dieu vous récompensera .... ».

Actuellement, son organisation prépare un séminaire sur la jeunesse et l'exercice du pouvoir. Elle y enverra des jeunes gens prometteurs qui pourront offrir de la formation en matière de direction dans d'autres collectivités d'Asiatiques du Sud.

« En tant que communauté, nous nous devons de prendre nos affaires en main, et c'est ce que nous faisons », dit-il.